

la chronique

**Jean-François Kahn**, journaliste et essayiste

# Youpi, un accord catastrophique a été conclu !

Ouf, on l'a échappé belle, un accord catastrophique a été conclu ! Sans doute a-t-on frôlé le pire : l'effondrement total en même temps que l'implosion d'un pays qui participe de l'ordre communautaire européen.

N'empêche, la lecture des mesures imposées à la Grèce, en échange de son sauvetage financier (certaines positives et certaines négatives), fait littéralement froid dans le dos. On a l'impression, soit d'entendre l'énoncé des décrets pris par un nouveau pouvoir militaire le lendemain d'un putsch... Soit de lire les différentes clauses de l'armistice de 1940. On imagine alors l'effet sur l'opinion publique grecque.

Bien sûr, au-delà de leur brutalité, un certain nombre d'exigences, tendant à instaurer en Grèce un Etat de droit, s'imposait depuis longtemps. Certes, la plupart des réformes structurelles qu'on a dictées sans ménagement à la Grèce, vont plutôt dans le bon sens et on ne saurait remplir des caisses totalement vides sans augmenter des impôts et sans serrer dans les dépenses.

A la clé, en outre, une petite lueur clignote qui laisse espérer un rééchelonnement de la dette. Pour autant, l'accord intervenu entre les pays de l'Eurogroupe et la Grèce - le diktat plus exactement - n'en est pas moins catastrophique. Il ne résout pas une crise, il en prépare, il en annonce de nouvelles. Pourquoi ?

D'abord parce que, parmi les décisions imposées à la Grèce, plusieurs auront des incidences radicalement récessives. Or c'est parce que, précédemment, la fameuse Troïka a entraîné la Grèce dans une politique de ce type que l'activité économique s'est effondrée, que les chutes de recettes ont plus que compensé les économies et que la dette qui devait être épongée a, en fait, presque doublé.

Les mêmes causes risquent donc de provoquer les mêmes conséquences.

Croit-on que les flambées de TVA, les baisses de pouvoir d'achat, vont libérer la croissance ? Seul un gouvernement fort, bénéficiant d'un soutien populaire large, serait en mesure de créer les conditions d'une relance de l'activité. Fort et populaire, le gouvernement Tsipras l'était le lendemain du référendum. Il ne l'est plus. On a fait en sorte (et de la part de certains c'était voulu et calculé) de lui retirer toute assise. L'ampleur inouïe, presque sadique, des concessions - ou plutôt des démissions - qu'on lui a arrachées, va le couper de son électorat qui se sent trahi, sans lui ménager l'indulgence des hautes classes moyennes frappées par les hausses d'impôts. Les gagnants, demain, seront les néonazis de l'Aube dorée et, non plus la gauche radicale, mais l'extrême gauche radicale. Est-ce ce qu'on a voulu ?

Nous revivrons donc demain, dans des conditions pires, ce que nous venons de vivre. Pire... parce que le psychodrame de ce week-end ne sera pas sans conséquences. On a vu, dans certains pays du Nord, et singulièrement en Allemagne (le *Bild Zeitung* s'en est donné à cœur joie), se développer un véritable racisme anti-grec. Or, c'est une forme de racisme anti-allemand qui est en train de se répandre en Europe du Sud où certains rapprochements historiques, a priori inadmissibles, deviennent et vont de plus en plus devenir monnaie courante. En France même, ce que tout le monde a pu constater, c'est que si François Hollande,

qui redoute qu'une Grèce sortie de la zone euro laisse la France à découvert, a tenu à coller à Angela Merkel ; Angela Merkel, elle, n'a pas fait le moindre effort pour coller à François Hollande. A Hollande petit télégraphiste a répondu une

Merkel bulldozer. L'accord final porte sa marque. Lui déplaît-il réellement qu'il soit catastrophique ?

**« Que reste-t-il de l'idéal européen ? Plus grand-chose. Presque rien »**

Tout se passe comme si à un extrémisme de l'extrême droite et de l'extrême gauche, s'en ajoutait désormais un troisième dont le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, est le plus emblématique représentant. Et il a gagné. Le populiste Tsipras a pris le risque de perdre son peuple, le populiste Schäuble, lui, de bout en bout, a ravi le sien. Et à l'arrivée, que reste-t-il de l'idéal européen ? Plus grand-chose. Presque rien. C'est là l'aspect le plus catastrophique de l'accord tortionnaire qui vient d'être infligé au pays qui inventa la démocratie. On voulait punir la Grèce, lui donner une leçon, tuer politiquement le gouvernement Syriza. On y est apparemment parvenu. Mais c'est l'idée européenne qu'on a blessée à mort par ricochet. Croit-on qu'elle résistera à l'étalage d'une telle violence punitive, à la manifestation aussi rude d'une telle arrogance hégémonique ?

Pas besoin de sondages : il suffit d'écouter, hélas, ce qui se dit autour de nous. Un demi-siècle de travail idéologique semble avoir été effacé en quelques jours. Un nouveau référendum sur le projet constitutionnel européen donnerait, aujourd'hui, près de 70 % de suffrages négatifs.

Pour le peuple de droite, l'Europe s'apparente à un panier percé, dont la Grèce donne l'exemple. Le peuple de gauche l'identifie, lui, à une nouvelle « sainte alliance » dont la Grèce est la victime.

L'Europe est devenue une idée noire.

Il serait temps d'en refaire une idée neuve. ■